



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-divagations-d-un-reve-la-lune>

Lectures

# Les divagations d'un rêve-la-lune

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1025 - octobre 2002 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 décembre 2006

Date de parution : octobre 2002

## **Description :**

Les propositions de J-L Borloo ne sont, comme tant d'autres, que des utopies ne s'attaquant qu'aux effets sans en chercher la cause.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

J-L Borloo n'est pas seul, loin s'en faut, à vouloir renverser le "système" qui régit notre quotidien. Mais son analyse [1] se borne aux effets d'une cause dont il semble ignorer la nature : l'inadaptation des usages monétaires aux situations de pléthores qu'il est donc nécessaire de combattre. (L'abondance tue le profit, prélude à la plupart des "crises"). Aussi, ses propositions visant à dégraisser d'une part de ses attributions, à "casser l'État central", à créer des gouvernements de proximité, à réaliser une sorte de fédéralisme provincial voisin de l'autonomie administrative et financière, ne font-elles que des ronds dans l'eau. Elles déplacent les problèmes financiers sans les résoudre.

C'était déjà l'idée de François d'Aubert d'alléger l'État d'en haut, de libérer les Régions de sa tutelle. Là où le fédéralisme s'est enraciné (Allemagne, États-Unis, Espagne, Russie) les choses vont-elles mieux ? A-t-on résolu le problème de la pauvreté face aux gaspillages, celui de l'insécurité, celui de l'amoralité qui enrichit, le conflit éthique-efficacité, utilité-rentabilité, l'exploitation du besoin, du travail, de la peur, du malheur, de la crédulité d'autrui à des fins mercantiles ? Et que dire de l'injuste répartition des richesses, de la condition des familles et des individus victimes de la malchance, des exclus ?

J-L Borloo veut que l'État cesse de contrôler l'utilisation des fonds qu'il délègue aux autorités régionales ou locales. Il cloue au pilori l'État Jacobin, centralisateur, touche-à-tout, la technocratie des Ministères centraux. Il a raison mais une pareille technocratie se développera au niveau régional. Ne s'exerce-t-elle pas déjà, en matière d'équipements, auprès des élus locaux, assez souvent incompetents en matière technique ou financière ?

Il veut briser les structures de l'État pour laisser aux villes et aux provinces la liberté de leurs choix. Il concède cependant à l'État la collecte de l'impôt, sans toutefois en préciser l'assiette. Il appartiendra ensuite à celui-ci de redistribuer "également" (??) le fruit de cette collecte, à charge pour les Régions d'y adapter leurs besoins. De quoi stimuler l'activité des lobbies, le copinage de tradition.

Les gaspillages, autre cheval de bataille de l'auteur. Ils sont partout et alimentent la croissance au même titre que les vols, les opérations mafieuses, les dépenses somptuaires des grandes entreprises, les activités parasites, les guerres et l'État n'est pas en reste, premier client pour maints fournisseurs. Il en ira de même au niveau des Ministères et des Parlements régionaux avec la multiplication des infrastructures et de leurs personnels. Il faudra, en plus, recaser et indemniser les personnels licenciés des services sociaux, orbitant autour des caisses d'allocation, une autre idée de J-L Borloo étant de remplacer le RMI par un revenu d'activité.

On comprend qu'il s'agit de diriger les chômeurs vers des activités d'intérêt public, version abrégée de ce service social, l'un des piliers d'un système à monnaie de consommation, mais de cette monnaie, J-L Borloo n'a cure, se bornant à reporter les charges du chômage sur l'ensemble des contribuables. On ne tiendra compte ni des localisations, ni des qualifications, ni du libre choix des intéressés. C'est le marche-ou-crève tel qu'il se pratique en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

À recaser pareillement les fonctionnaires délogés des ministères centraux, il est certain que ni le sérail politique et administratif, ni la technocratie qui vit sur l'État jacobin ne souhaitent la disparition d'un pareil fromage.

Quant au Président, chantre d'un État fort, ses vues ne sont pas celles de J-L Borloo, loin s'en faut. S'exprimant devant les Maires de France, il avait mis l'accent sur la cohésion nationale, la souveraineté, soucieux de restaurer l'autorité de l'État. Il fallait mettre un baillon discret au trublion pressé d'en démanteler les rouages. Comment s'y est-on pris ? Tout simplement en faisant de J-L Borloo un ministre de la Ville et des Affaires sociales, contraint de jouer les godillots au service du Maître. Une hypothèse somme toute plausible.

La seule révolution qui vaille serait une révolution monétaire, la clé, le sésame d'un véritable changement de société

conforme aux aspirations de la multitude. Mais J-L Borloo n'en souffle mot et son livre n'ajoute qu'un chapitre à la longue liste des utopies réformistes qui entendent changer la vie tout en conservant le système du profit, de formation des revenus associés à la circulation de l'argent. De là s'est répandu un déluge de codes visant à réglementer cette circulation restée cependant anarchique, impuissante à distribuer équitablement les fruits du labeur commun, chacun s'efforçant de s'emparer, légalement ou non, du revenu d'autrui pour former le sien.

Réorganiser. C'est le maître-mot de la cohorte des réformateurs. Chaque potentat local le conjugue à tout-va et comme tout pouvoir est éphémère, les réorganisations successives finissent par se chevaucher dans une sainte pagaille. J-L Borloo n'échappe pas à ce travers et pédale à son tour dans la choucroute dès qu'il s'agit de financement, partant au galop sans trop savoir où il va, les écueils qui l'attendent quand il faut déloger, remplacer des prébendiers attablés à la grande mangeoire budgétaire, vaincre des résistances campées sur leurs privilèges.

De la gesticulation sans plus.

---

[1] Un homme en colère, Jean Louis Borloo, Ramsay éd., mars 2002.